**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** République Centrafricaine

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** Final

**ANNEE DE RAPPORT:** Novembre 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet :** Communication et sensibilisation pour la cohésion sociale  **Numéro projet / MPTF Gateway:** PBF-CAF-H1/000116456 | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire :** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **RUNO** **ONU Femmes (Agence Coordinatrice)**  **RUNO** **UNFPA**  **NUNO** **Search for Common Ground** |
| **Date du premier transfert de fonds:** ONU Femmes et UNFPA : 14 juin 2019  Search for Common Ground : 12 septembre 2019  **Date de fin de projet :** 13 juin 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Oui | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  ONU Femmes  $1,786,900.00  UNFPA $743,650.00  Search for Common Ground $1,026,840.00  Total: $3,557,390.00  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 92%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes **: $ 2,012,041.57**  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ **1 965 415,12** | |
| **Marquer de genre du projet:** GM2  **Marquer de risque du projet:** Risque Moyen (1)  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** Réconciliation Nationale | |
| **Préparation du rapport:**  **Rapport préparé par:** Novella Nikwigize, Jean Jacques N’gbaramou (ONU Femmes) ; Aristide Ganabo et Dr Alexis Naissem (UNFPA) ; Michel Mbei (Search for Common Ground)  **Rapport approuvé par**: **Salvator Nkurunziza**, Représentant Pays, ONU Femmes.  **Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport**: Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :

La phase de mise en œuvre du projet est achevée depuis le troisième trimestre 2021 avec la finalisation de quelques activités résiduelles.

Les résultats saillants de l’évaluation finale, conduite de juillet à novembre 2021, et dont le rapport est en cours de finalisation, sont présentés dans le présent document.

Dans l’ensemble les cibles de produits escomptés par le projet ont été obtenus, avec une moyenne de 142% d’atteinte des 17 indicateurs selon le rapport final et un niveau de contribution appréciable de chaque agence récipiendaire au regard de la complémentarité des interventions et des synergies d’action développées entre agences récipiendaires, nonobstant les facteurs limitants, tels que l’insécurité et la pandémie de Covid-19. Le Projet a contribué à améliorer la connaissance et appropriation de l’Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR). En effet, selon des enquêtes de perception réalisées dans le pays (peacebuildingdata.org/research/car/) 41% de la population nationale indique avoir une bonne connaissance de l’Accord en 2021. La gestion et la coordination du projet ainsi que l’utilisation efficiente des ressources ont permis d’assurer la production des extrants attendus, en notant par ailleurs l’engouement manifesté sur les activités communautaires, comme les activités génératrices de revenus, les réalisations communautaires (forages), l’appui aux radios communautaires ou encore l’appui aux structures locales et nationales de Jeunes, qui serviront de catalyseur à une paix durable.

Enfin, la conception et la mise en œuvre du projet ont donné lieu à plusieurs perspectives de continuité des activités et de pérennisation des acquis qui nécessiteront un fort engagement des autorités administratives nationales et locales, parties prenantes et bénéficiaires du Projet.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :**

N/A

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères) :**

L’évaluation finale indique que le projet a contribué concrètement à la réduction de plusieurs facteurs de conflit dans ses zones cibles. En effet, à travers les mécanismes formels qui ont été mis en place (en particulier le Réseau Interministériel de Communication, etc.), les consultations à la base, les acteurs communautaires déployés, les symposiums et autres, le projet a contribué à renforcer les capacités du Ministère de la Communication, porteur de la stratégie de communication sur l’APPR, et ainsi de catalyser et étendre ses interventions. Le projet a aussi contribué à crédibiliser l’Accord, grâce à une meilleure compréhension par les populations, et à assurer une certaine adhésion des populations, renforçant les perspectives d’aboutissement du processus actuel de réconciliation.

Sur la durée du projet, les volontaires communautaires ont été mis à profit pour appuyer la lutte contre la COVID 19 ainsi que la bonne tenue des élections de décembre 2020 et la promotion du genre (R1325, VBG, VIH/SIDA, etc.) à travers des campagnes de sensibilisation en marge des activités sur l’APPR.

Par ailleurs, la contribution du projet a été particulièrement significative dans la gestion de la crise électorale et a occupé une position charnière entre les instances nationales de mise en œuvre de l’accord et les communautés, toute chose qui a permis de créer une dynamique nouvelle de prise en compte effective des besoins des femmes et jeunes dans l’Accord et de communication autour de ses avancées. Le renforcement des capacités des acteurs stratégiques et locaux clés (Maisons des Femmes, des Jeunes, Comité Locaux de Paix, etc.) a également apporté un élan de dynamisme sur le terrain, contribuant davantage à la paix au niveau communautaire.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères)** :

Le projet a favorisé une participation et implication accrue dans tout le processus de formulation et de mise en œuvre, d’une vingtaine d’organisations locales, d’acteurs gouvernementaux et surtout des communautés cibles. Les capacités nationales relatives à la consolidation de la paix et mécanismes de relèvement des catégories ciblées ont été renforcées et serviront de tremplin pour la continuité des dynamiques de consolidation de paix au sein de leur communauté.

Le projet a contribué à une diminution significative de la diffusion de fausses informations et d’incitation à la haine, l’amélioration des grilles de programmes, l’élargissement des rayons de couverture et l’augmentation des temps d’audience au niveau des radios bénéficiaires du projet. « *Le nombre de censures et de recadrage du personnel pour cause d’informations erronées et d’expressions déplacées est passé de 04 en moyenne par jour à quasiment zéro à la suite des différents renforcements de capacités réalisées*» **Directeur, Radio ESKA Bangui.**

Le Projet, à travers l’appui en activités génératrices de revenus pour les communautés affectées par le conflit, les formations qualifiantes, l’exécution de forages, a permis de rendre concrets les dividendes de la paix de l’APPR. *« Grâce à ces formations, on sait maintenant comment correctement fabriquer du savon, et parce nos produits sont de bonne qualité, nous en tirons beaucoup de bénéfices en très peu de temps et ça permet de considérablement améliorer nos conditions de vie, surtout après les évènements de janvier ici à Bangassou ».* **Présidente Groupement féminin Almoumir.**

*« C’est la première fois que dans notre localité un projet recrute, forme et rémunère exclusivement des jeunes et des femmes issues de la communauté pour conduire des activités de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Nous sommes coutumiers des situations où le personnel est recruté ailleurs pour venir régler nos problèmes, souvent sans même nous consulter. Dans le cas de ce projet tout était différent ».* **Jeunes volontaires de Paoua*.***

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: D’Ici la fin du projet, les populations ciblées (hommes/femmes/jeunes) ont** **une meilleure compréhension du contenu et du processus de mise en œuvre et de suivi de l’Accord de paix ainsi que des autres mécanismes de relèvement en RCA.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track with significant peacebuilding results**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Selon les conclusions de l’évaluation finale, concernant ce résultat , il ressort des entretiens sur le terrain avec les organisations de femmes et de jeunes, les leaders communautaires, les locales et d’autres acteurs intervenants, que la communication intensive via les radios communautaires, la mise en place des clubs d’écoute dans la quasi-totalité des quartiers des zones cibles et les descentes sur le terrain des volontaires à travers le porte à porte ont été particulièrement efficaces pour faire connaître et comprendre le contenu de l’APPR à une bonne partie de la population. Ces résultats corroborent ceux de l’auto-évaluation réalisée en mars et avril 2021 par SFCG qui indiquait qu’environ 74 % des personnes sondées ont déclaré avoir une meilleure compréhension de l’APPR, au-dessus de la cible de 60% attendu par le projet. Cependant, lors des entretiens, les populations ont été unanimes sur le fait que l’appropriation de l’APPR se limite aux zones urbaines, les zones périphériques (non ciblées par le projet dû aux difficultés logistiques, de ressources et sécuritaires) qui concentrent les problèmes fondamentaux de sécurité et par conséquent les plus à risque, n’ayant pas été ciblées par les activités de sensibilisation et de communication entreprises par le projet et les autres acteurs de vulgarisation de l’APPR, appelant les interventions futures et d’autres acteurs à combler ce gap.

Les activités de renforcement des capacités techniques du personnel des radios communautaires et leur équipement matériel ont favorisé une diminution significative de la diffusion de fausses informations et d’incitation à la haine, l’amélioration des grilles de programmes, l’élargissement des rayons de couverture et l’augmentation des temps d’audience au niveau des radios bénéficiaires du projet. L’amélioration induite de la qualité des services a accru l’intérêt d’écoute de la radio par la population, toute chose qui a permis de mieux véhiculer les messages de paix entrainant un changement progressif de comportement en lien avec le vivre ensemble et la cohésion sociale. La mise à contribution des personnes ressources lors des émissions interactives a été particulièrement productive selon le personnel de la radio *Lego ti la Ouaka* de Bambari qui estime par ailleurs que le taux de messages d’incitation à la haine et de mauvaises informations véhiculées dans la communauté serait passé d’environ 95% à 25%. L’auto-évaluation de SFCG conduite en mars 2021 indique que la qualité des informations diffusées sur l’APPR par les radios communautaires s’est améliorée, passant d’un taux de 50% de fausses informations au début du Projet à 19%, et que la fréquence d’utilisation des messages incitant à la haine s’est nettement amélioration depuis le début du projet, ces valeurs étant passées de 50% à 13%. Dans l’ensemble ce résultat contribue au résultat stratégique 11 du RCPA 2017-2021 et 1.1 de l’UNDAF.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Pendant les activités de consultations à la base ainsi que les émissions publiques, la participation des femmes et des jeunes ont été réellement prise en compte avec des résultats escomptés satisfaisants. Au total, sur 976 participants aux sessions de consultations à la base prévues par le projet, il y avait 274 femmes (soit 28%), 105 jeunes (soit 10%).

Généralement, il a été constaté que les femmes et les jeunes sont réservés et ne prennent pas la parole en public. Lors des échanges, grâce à la méthodologie inclusive employée, les femmes et les jeunes se sont sentis considérés, ayant été conviés aux assises, et ont émis des propositions significatives visant à élaborer des politiques nationales issues de consultations à la base et inclusives, à créer des espaces d’échanges afin de prévenir et d’anticiper sur des faits qui mènent aux violences et qui menacent la paix et la cohésion sociale, et à organiser des séances de partage d’informations entre acteurs communautaires et services décentralisés de l’Etat.

**Résultat 2: D’ici la fin du projet, grâce à une participation accrue, les besoins et aspirations des jeunes et des femmes sont mieux intégrés dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et autres processus de relèvement**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track with significant peacebuilding results**

**Resumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Selon l’évaluation finale du Projet et les entretiens conduits, les différentes parties prenantes engagées dans le Projet, indiquent mieux comprendre les enjeux de la participation des femmes et des jeunes au sein des instances de mise en œuvre de l’Accord. Cela est consécutif aux différentes campagnes de sensibilisations et de communication menées, au volontariat, l’appui à la conduite des AGR et la participation à la gestion des infrastructures communautaires, les femmes et les jeunes filles ont fait preuve de leadership et de réussite. Par ailleurs, les plaidoyers en direction des membres de institutions engagées dans la mise en œuvre de l’APPR (G5) ont contribué à la désignation de 01 jeune et 06 femmes parmi les 11 Commissaires de la commission Vérité, Justice Réconciliation et Réparation (CVJRR). Aussi, les différentes consultations à la base, en particulier les symposiums des femmes et jeunes sur la paix et la sécurité (Résolutions 1325 et 2250) ont permis d’identifier les revendications pour lesquelles la redynamisation de l’APPR offre des perspectives de prise en compte.

En effet, les résultats de l’analyse participative nationale des besoins et aspirations des jeunes et des femmes, les symposiums paix et sécurité chez les jeunes et les femmes ont touché 285 femmes et jeunes issus des organisations de la société civile de 7 localités de la RCA, sous le parrainage des Ministres de la Promotion de la Femme et de la Jeunesse. Les échanges avec ces groupes ont permis de mieux comprendre leurs attentes du processus de paix en cours et ainsi mieux l’intégrer dans les activités du projet, mais aussi ceux des partenaires nationaux et internationaux engagés dans la consolidation de la paix, par le partage des connaissances. Ainsi, pour 73% des jeunes interrogés, la paix se matérialise par la libre circulation des biens et des personnes et l’accès à des opportunités économiques*.*

862 leaders issus des organisations des femmes et des jeunes ont eu leurs capacités renforcées sur le suivi citoyen des politiques publiques, et particulièrement l’APPR-RCA. Les différentes sessions de vulgarisation de l’APPR par les 326 volontaires communautaires ont touché plus de 123.000 personnes (voir désagrégation dans le tableau des indicateurs), dans les quatre zones du projet. Les nouvelles émissions sur la paix diffusée par les radios communautaires partenaires et relayés dans les clubs d’écoute ont contribué à une meilleure connaissance sur l'APPR et ses évolutions.

Ces jeunes et femmes, particulièrement les volontaires, ont pu jouer un rôle clé au sein des communautés, comme relais d’informations sur les avancées de l’APPR, la participation à la résolution des conflits en lien avec la crise électorale de décembre 2020, rassurant de la pertinence de l’APPR, contrant la circulation de rumeurs de sa caducité, des discours de haine et fausses informations, et ont sensibilisés les jeunes contre le ralliement aux mouvements des groupes armés.

Enfin, à travers les sous-comités techniques du projet, les décisions prises au niveau national par les organes de suivi de l’APPR et les autres évolutions de la situation politique et sécuritaire, ont été partagés à la base, notamment au sein des clubs d’écoute et autres plateformes de sensibilisation tandis que les retours des femmes et jeunes ont été remontées au niveau du Comité Technique du projet pour considération, mécanisme d’adaptation permettant d’assurer une mise en œuvre et un suivi continu des activités, y compris en période de Covid-19 et d’insécurité.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Ce résultat visait de manière spécifique l’intégration des besoins des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre de l’APPR. En effet, il répond au manque de compréhension profonde des aspirations de la population et particulièrement des femmes et jeunes, pouvant entraver leur implication dans les processus de paix. L’analyse participative et les symposiums ont permis de combler ce manque et utiliser ces données importantes pour faire un plaidoyer stratégique sur l’engagement de ces deux groupes.

Par ailleurs, les leaders et volontaires formés constituent des acteurs clés qui peuvent à présent contribuer à la consolidation de la paix à travers une participation active dans les instances de mise en œuvre de l’APPR et l’engagement dans les activités de sensibilisation de leurs communautés. Les volontaires sont formés sur les mécanismes de paix (dont R1325 et 2250) et peuvent ainsi intégrer les questions des femmes et jeunes dans les processus de paix et sécurité dans leurs activités.

Les différentes sensibilisations conduites en marge des activités planifiées du projet sur les VGB et le renforcement de capacités des volontaires, des autorités locales et des comités locaux de paix initiés dans le cadre du projet sur la Résolution 1325 ont résolument contribué à promouvoir l’agendas Femme, Paix et sécurité et à mettre un accent spécifique sur la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix. Les jeunes n’étaient pas en reste et ont été aussi bien des acteurs de mise en œuvre que des bénéficiaires du projet. Les emplois jeunes créés dans le cadre du volontariat, leur implication dans les différentes instances de gestion des actifs communautaires et cadre de paix, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs sur la résolution 2250 ont significativement contribué à faire progresser les efforts en faveur de la reconnaissance formelle de la contribution des jeunes en matière de participation et de contribution à la consolidation de la paix en RCA.

**Résultat 3: Les anciens combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires, les jeunes et femmes sont impliqués-es dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track with significant peacebuilding results**

**Resumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Selon l’évaluation finale indépendante et les entretiens menés avec les organisations de femmes et de jeunes, autorités administratives et religieuses, dans son cadre, les populations font de plus en plus confiance au processus de réconciliation nationale dans les zones cibles du projet. Certaines autorités administratives locales estiment que l’APPR est le meilleur accord jamais signé en RCA du fait des engagements qui y sont pris de part et d’autre des parties prenantes. Grâce aux initiatives du projet, des personnes ayant été profondément affectées par la crise et initialement opposées à toutes formes de réconciliation sont aujourd’hui en faveur de l’accord de paix. Dans l’ensemble, les femmes et les jeunes, en particulier ceux affiliés ou favorables aux groupes armés, indiquent majoritairement être favorables au processus de réconciliation nationale. Cette perspective pour les jeunes est corroborée par une étude réalisée à Bangui par Conciliation Resources, dans laquelle les jeunes demeurent résolument optimistes en dépit des crises récurrentes qu’ils ont traversées depuis 2013. Selon l’étude, les jeunes de Bangui s’opposent aux divisions sectaires et ethniques, estiment que la mauvaise gouvernance et les manipulations politiques sont à l’origine des crises qui secouent la RCA et déclarent vouloir transformer et prendre en main leurs perspectives, leur relation avec le gouvernement et leur réussite. Ce résultat contribue également au résultats stratégique 11 du RCPA 2017-2021 et 1.1 de l’UNDAF.

L’ensemble des dynamiques enclenchées par le projet et d’autres initiatives en cours dans la zone du projet participent à l’atteinte des objectifs de cohésion sociale en RCA.

Ainsi, à travers la réalisation de 15 forages, le projet a contribué substantiellement à améliorer l’accès aux services d’eau potable et à une meilleure santé, notamment dans les zones à majorité à fréquentation mixte (chrétienne et musulmane), et à rendre concrets les dividendes de paix dans le cadre de la mise en œuvre de l’APPR. A travers le recrutement de plus de 160 femmes et filles dans le cadre du volontariat et autres embauches pour le compte du projet en quasi-parité (environ 46%) avec les effectifs hommes, celui-ci a contribué à réduire le chômage qui a davantage un visage féminin (42,1% de femmes contre 28,6% en 2018) en RCA. De plus il a contribué à faire la promotion des femmes dans des emplois formels non agricoles (81% de femmes dans le secteur agricole). La mise en place d’AGR au profit majoritairement des femmes (environ 65%) a aussi fortement participé à leur autonomisation économique en offrant aux personnes les plus vulnérables, et particulièrement les femmes issues des communautés déplacées ou retournées, des opportunités de développer et pérenniser une activité génératrice de revenus.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans le cadre des travaux communautaires, le choix des activités s’est porté sur les forages en perspective de la lutte contre la COVID 19 mais aussi pour soulager la corvée des femmes et les risques associés à la recherche de l’eau. Les membres des comités de gestion de ces forages sont constitués au 2/3 de femmes et de jeunes. Par ailleurs, dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité due à la pandémie de Covid-19 et du conflit, ce sont 218 femmes sur 335 (environ 65%) qui ont bénéficiées d’appuis AGR.

Dans l’ensemble, la responsabilisation des femmes à travers le travail salarié et l’auto-emploi, leur implication dans la gestion des actifs communautaires et les mécanismes de gestion des conflits (CLPR) a contribué à renforcer leur leadership.

Toutefois, il est à noter que l’intégration de la dimension genre est restée limitée au regard des contraintes budgétaires qui ne permettaient pas de faire face aux immenses besoins exprimés par les organisations féminines, notamment en ce qui concerne les appuis en AGR (globalement moins de 10% des demandeurs ont été pris en compte et ce avec des montants inférieurs aux besoins).

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)   * Mission de suivi/évaluation du projet * Suivi des indicateurs avec la mise à jour des valeurs concernant certains indicateurs de résultat * Production des rapports mensuels au Secrétariat PBF | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  **Oui les indicateurs ont des bases de référence**.  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  **Oui, 1/ une analyse participative commanditée par l’ONG URU**  **2/ une auto-évaluation réalisée en mars et avril 2021 par SFCG**  **3/ Une évaluation finale indépendante du projet réalisée en juillet-novembre 2021.** |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Oui, une évaluation finale indépendante du projet réalisée en juillet-novembre 2021. Le rapport provisoire est disponible. Les constats et conclusions ont un niveau satisfaisant et ont été intégrés au présent rapport. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):  **ONU Femmes**  Swedish International Development Agency (SIDA) 111,554,000 USD  Appui au suivi de l’Agenda WPS dans le cadre de l’APPR à travers le financement d’un poste pour la continuité des interventions.  MINUSCA 24 ,487.33 USD  Recyclage et Déploiement des volontaires du projet dans des activités de sensibilisation sur l’APPR, les élections et la prévention à Covid-19.  MINUSCA-IRI-Mairies de Bangui 7,500 USD  projet d’appui en équipements au Centre Multimedia de Bambari faisant suite aux sensibilisation APPR des volontaires en faveur des Jeunes, au sein des Maisons de Jeunes de Bambari.  Par ailleurs, le projet a généré des connaissances (notamment à travers l’analyse participative, les évaluations sur terrain, les feedback des volontaires et l’évaluation finale) qui ont été et continueront à être disséminés parmi l’ensemble des acteurs sur l’APPR. Ces connaissances ont d’ores et déjà permis aux acteurs locaux du Projet (ONG partenaires) et autres acteurs (Nations Unies, etc.) de mieux comprendre les besoins et les moyens de tirer parti de la participation des femmes et jeunes dans le processus de consolidation de la paix. |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, divers défis sont apparus et solutions mises en place, comme suit :  - Défi : Le contexte actuel de la pandémie de coronavirus et des élections. Leçons apprises : l’engagement des partenaires nationaux a permis de mieux contribuer aux priorités nationales dans le cadre du projet. Ainsi les volontaires ont été mobilisés à sensibiliser sur d’autres thématiques liées à la paix.  - Leçons apprises : Durant la mise en œuvre du projet, il a été important de tenir compte des débats publics et mettre en place des actions concrètes pour contrer les messages négatifs sur l’APPR. Ce sont notamment les campagnes de communication (radios, panneaux) durant les périodes anniversaires de l’APPR et avoir dans les médias des intervenants plus proches du public (célébrités ou simples citoyens), mais aussi renforcer la sensibilisation sur terrain (y compris par le porte à porte) et gérer les potentielles réticentes des populations ;  - Défi : Coordonner les activités du projet sur le terrain dans le contexte de la Covid-19 et de la persistance de violences.  Leçons apprises : Afin de faire face aux défis cités, la mise en place de sous-comité technique au niveau local a permis de maintenir la coordination des interventions sur le terrain et de continuer à avancer en dépit des restrictions de mouvements. Les sous-comités techniques ont été déterminants dans la mise en œuvre du projet |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

* ONU Femmes : $ 292,777.11
* UNFPA : $ 10,102
* SFCG : $ 0

Une partie des fonds alloués à l’organisation des activités communautaires et de rassemblements de masse ont été réorientés pour contribuer à la prévention à la Covid-19 :

* Achats de masques et kits barrières, surtout à usage des volontaires engagés dans la sensibilisation communautaire,
* Acquisition de dispositifs de lavage de mains,
* Construction de 15 forages d’eau potable, comme activités communautaires)
* Et activités génératrices de revenus pour les femmes et jeunes les plus vulnérable afin de limiter l’impact socio-économique de la pandémie -19

1. **Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.**

Les volontaires d’ONU Femmes, déjà déployés sur le terrain dans la sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale, ont été formés par la Commission Communication Nationale en réponse à la Covid-19 et ont sensibilisés les populations qu’ils rencontraient dans le cadre des activités de sensibilisations sur l’APPR (sensibilisation en porte-à-porte, au sein des Maisons de Jeunes/Femmes, dans les espaces communautaires où se tenaient les causeries éducatives, etc.) sur la prévention et la réponse à la pandémie (conduite à tenir, qui alerter, etc.). Cela a permis d’appuyer les efforts de prévention dans les zones de mise en œuvre, grâce au concours des 300 volontaires déployés dans le cadre du projet. Par ailleurs, pour faire face aux restrictions de rassemblements de masse, les techniques de sensibilisation ont été adaptées, notamment en privilégiant la sensibilisation de porte à porte et en groupes restreints.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Grâce aux ajustements budgétaires en réponse à la pandémie Covid-19, ONU Femmes a pu construire 15 forages d’eau potable dans les 4 zones d’intervention du projet, pour soutenir le plan de riposte national à la Covid-19 et contribuer à la protection des communautés vulnérables.

Lors de l’inauguration ure officielle des forages d’eau à Bangui, sous la houlette du Ministère du Développement de l’Energie et des Ressources Hydrauliques et en présence de la Ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et la Protection de l’Enfant et une Représentante de la Ministre de l’Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale, Philomène Bissakounou, Gestionnaire du Forage de Kolongo II, 5e arrondissement a expliqué l’impact de cette construction :

*« Ici, très tôt, vers 3h du matin, les femmes devaient se lever pour aller chercher de l’eau propre. Elles doivent souvent aller jusqu’au PK5 pour trouver de l’eau. Mais à cette heure-là, elles sont exposées aux braqueurs qui sévissent sur le chemin et s’attaquent aux femmes marchant seules. Je ne peux dire que merci à ONU Femmes et au PBF pour la construction de ce forage. En tant que présidente et avec tous les membres du comité de gestion et en collaboration avec le Chef de Quartier, je peux vous assurer qu’on va bien veiller sur l’eau pour nous aider dans cette période de pandémie à Covid-19 à nous protéger’’. Parce que si on fait une bonne gestion de ce forage, c’est dans l’intérêt de notre santé, nous en bénéficierons tous, car l’eau c’est la vie ».*

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  **D’Ici la fin du projet, les populations ciblées (hommes/femmes/jeunes) ont une meilleure compréhension du contenu et du processus de mise en œuvre et de suivi de l’Accord de paix ainsi que des autres mécanismes de relèvement en RCA.** | Indicateur 1.a  % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d’hommes) qui indique une meilleure compréhension de l’APPR dans les zones cibles du projet | 00% | 60 % de la population (30% femmes, 30% jeunes filles, 25% jeunes garçons, 15% hommes) |  | [[1]](#footnote-1)41% de la population nationale indique avoir une bonne connaissance de l’APPR.  48% A Bangui  53% dans l’Ombella-Mpoko  74% dans l’Ouaham  22% dans le Mbomou |  |
| Indicateur 1.b  % de fausses informations sur l’Accord dans les médias diffusés par les radios communautaires | 50% | 20% |  | 19% |  |
| Indicateur 1.c  Existence des messages d’incitation à la haine dans les zones cibles | 50% | 20% |  | 13% |  |
| Produit 1.1  **Le Ministère de la Communication et des Médias ainsi que la Radiotélévision Centrafricaine et 6 radios communautaires des zones cibles du projet ont des capacités renforcées et produisent des contenus en lien avec l’APPR.** | Indicateur 1.1.1  Existence d’une stratégie nationale de communication pour le relèvement et la consolidation de la paix. | 0 | 1 |  | 1 |  |
| Indicateur 1.1.2  Nombre des radios communautaires ayant bénéficié des dotations en équipement et matériel | 0 | 6 |  | 6 |  |
| Indicateur 1.1.3  Nombre de tables rondes de communication gouvernementale organisés | 0 | 6 |  | 3 | Censée être menée avec le Ministère de la Communication et des Média, cette activité a été freinée par le climat politique et sécuritaire qui a prévalu pendant les périodes pré et post-électorale. Les fonds dégagés ont servi à la réalisation d’un documentaire sur l’APPR intitulé du « Chaos à l’Ordre » diffusé sur la télévision nationale et la production en synergie de 15 émissions publiques sur 17 Radios à travers le Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique (RMCC) |
| Indicateur 1.1.4  Nombre de numéro du Journal Gouvernemental édité en 5 000 exemplaires | 0 | 5 | 6 | 06 |  |
| Produit 1.2  **Au moins 100 professionnels des médias ont compris leur rôle dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et exercent leur métier dans le respect de l’éthique et la déontologie journalistique tout en intégrant le Do No Harm et le HRDDP Approach** | Indicateur 1.2.1  Nombre de professionnels de médias (# femmes, # hommes) ayant bénéficié des renforcements de leurs capacités | 0 | 100 | 85 | 85  Dont 38 femmes. |  |
| Indicateur 1.2.2  Nombre des nouvelles émissions sur le processus de paix et la cohésion sociale ajoutées sur les grilles des programmes. | 0 | 6 | 4 | 7 |  |
| **Résultat 2**  **D’ici la fin du projet, grâce à une participation accrue, les besoins et aspirations des jeunes et des femmes sont mieux intégrés dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et autres processus de relèvement** | Indicateur 2.a  % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d’hommes) dans les zones cibles du projet qui indique mieux comprendre les enjeux de la participation des femmes et jeunes au sein des instances de la mise en œuvre de l’Accord | 0 | 60% de la population (30% femmes, 30% jeunes filles, 25% jeunes garçons, 15% hommes) des populations des zones d’interventions. |  |  |  |
| Indicateur 2.b  Nombre de revendications formulées par les femmes pris en compte | 0 | 5 | 6 | 6 |  |
| Indicateur 2.c  Nombre de revendications formulées par les jeunes (filles/garçons) pris en compte | 0 | 5 | 9 | 9 |  |
| Indicateur 2.d  Nombre d’initiatives des femmes et des jeunes au sein des instances de mise en œuvre et de suivi de l’accord | 0 | 5 | 7 | 7 |  |
| Produit 2.1  **Les organisations des femmes et des jeunes ont mené une campagne de plaidoyer institutionnel pour une juste et équitable représentativité des femmes et des jeunes au sein des instances de mise œuvre de l’APPR et des autres processus de paix en RCA et été formés-es sur le suivi citoyen des politiques publiques**. | Indicateur 2.1.1  Nombre des leaders des organisations des femmes et des jeunes (filles/garçons) formés sur le contenu de l’accord | 0 | 240 (120 femmes, 60 jeunes filles, 60 jeunes garçons) | 240 | 300 |  |
| Indicateur 2.1.2  Nombre de personnes (membre du gouvernement, députés, conseillés économiques, FSI et instance APPR) ayant été touchées par les réunions de plaidoyers | 0 | 500 | 344 | 344 | Deux ONG, notamment APSUD et URU étaient recrutées pour atteindre entre autres cette cible.  Cependant URU n’a pas pu atteindre sa cible en raison d’une révision budgétaire avec réduction des fonds. |
| Indicateur 2.1.3  Analyse participative réalisée | 0 | 1 Rapport d’analyse réalisé | 1 | 1 |  |
| Indicateur 2.1.4  Nombre de personnes touchées par le | 0 | 96000 | 80000 | 89850 |  |
| Indicateur 2.1.5  Nombre de leaders qui participent aux symposiums | 0 | 240 (120 femmes, 60 jeunes filles et 60 jeunes garçons) | 200 | 285 |  |
| Produit 2.2  **Les leaders des organisations des femmes et des jeunes ont été formés sur le contenu de l’APPR et sont impliqués dans ses mécanismes de mise en œuvre et les ont vulgarisés auprès des populations (hommes/femmes/jeunes) des zones cibles su projet** | Indicateur 2.2.1  Nombre des femmes et jeunes (filles/garçons) formés sur le suivi des politiques publiques. | 0 | 360 (180 femmes, 90 jeunes filles, 90 jeunes garçons) | 300 | 622 |  |
| Indicateur 2.2.2  Nombre de personnes ayant participé aux activités de sensibilisation sur l'APPR à l'initiative des leaders d'organisations de jeunes et de femmes au niveau communautaire dans les zones de mise en œuvre. | 0 | 30.000 personnes (dont 50% de femmes et 50% de jeunes) |  | 32.797  (dont 22.291 femmes, soit 67%, et une large majorité de jeunes) |  |
| **Résultat 3**  **Les anciens combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires, les jeunes et femmes sont impliqués-es dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix** | Indicateur 3.a  % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d’hommes) des zones cibles du projet qui indiquent faire confiance au processus de réconciliation nationale | 30% | 50% (30% femmes, 30% jeunes filles, 25% jeunes garçons, 15% hommes) |  | 24% A Bangui  33% dans l’Ombella-MPOKO  56% dans l’Ouaham  20% dans le MBOMOU |  |
| Produit 3.1  **Les Comités locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) ont créé un cadre de dialogue et de concertation entre les ex combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires.** | Indicateur 3.1.1  Nombre de membres comités locaux de paix et réconciliation (# femmes/#d’hommes) ayant bénéficié des renforcements des capacités et qui ont accomplis leurs missions en intégrant le Do No Harm et le HRDDP Approach | 0 | 90 | 93 (dont 51 femmes) | 93 membres des CLPR, dont 51 femmes. |  |
| Indicateur 3.1.3 : Nombre de bénéficiaires vulnérables ayant développé une activité génératrice de revenus | 0 | 100 | 335 | 335 |  |
| Produit 3.2  **Les Ex-combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires ont participé à des activités socio culturelles de promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation inter communautaire** | Indicateur 3.2.2  Nombre personnes (hommes/femmes/jeunes) ayant pris part aux travaux communautaires. | 0 | 7500 |  | 37.740 personnes dont 20.433, soit 54,1%, femmes (chiffres des autorités locales) à Bangui  Environ 15.000 personnes (dont une majorité de femmes) bénéficieront de ces travaux communautaires à Paoua, Bambari et Bangassou |  |
| Indicateur 3.2.3  Nombre de personnes (hommes/femmes/jeunes) ayant pris part aux activités culturelles et sportives dans organisées dans les localités du projet. | **0** | **7500** |  | 9.122  dont 58% de femmes  et une majorité de jeunes.  Données désagrégées par zone :  Bangui : 4113 participants (2859 Femmes et 1254 Hommes)  Paoua : 1902 participants (1104 Femmes et 798 Hommes)  Bangassou : 3107 participants (1771 hommes, 1336 femmes) |  |

1. <http://www.peacebuildingdata.org/research/car> [↑](#footnote-ref-1)